

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée
israélienne et fermant les oreilles aux autres sources.

Journal de Palestine

La propagande, manipulation de l'opinion et dossier

N° 537 du 02.07.2010

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci: Ne soyer pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

Sommaire

Tiré à part

1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

1-1 Vidéo : Protesters Picket Israeli Cargo Ship

1-2 Vidéo : [Israël exécute 4 plongeurs palestiniens dans les eaux littorales de Gaza.](#) -

1-3 Vidéo : AHMADINAJAD DENONCE LE NOUVEL ORDRE MONDIAL

1-4 Vidéo : Le massacre de Jenin,

1-5 Vidéo : L'"Etat" voyou ne veut pas de paix, c'est pas...

1-6 Vidéo : '67 Protest in Bayt Nuba

1-7 Vidéo : La situation à Gaza.

1-8 Vidéo : Gaza: rencontre avec Nicolas Wadimoff, réalisateur d'un documentaire sur la situation à Gaza

1-9 Vidéo : Un village proche de Bethlémen ; l'armée détruit une place de jeu pour construire le mur de l'apartheid.

1-11 Vidéo : Le vrai visage des pseudos-intellectuel

1-12 Vidéo : Images de Palestine par Gianna Pasini

1-13 Blair, l'envoyé du Quartet au Moyen-Orient, dirige la propagande israélienne.

1-14 Flottille: Abraham Greenhouse, Nora Barrows-Friedman : Des journalistes indépendants démontent l'emprise israélienne sur le discours médiatique.

1-15 Le Hamas dénonce la décision de Paris d'interdire Al-Aqsa TV .

1-16Un nouveau blocus contre Gaza: Al-Aqsa TV interdite en Europe.

1-17 "Israël" prétend qu'Al Aqsa appartient au patrimoine juif!

1-18 Al Aqsa TV : NON au blocus médiatique imposé par la France et l'Europe pour étouffer la voix de la résistance palestinienne !

2 Les brèves

- 2-1 [Le Hamas exige une levée totale du blocus israélien sur Gaza.](#)
- 2-2 [Campagne contre une députée canadienne qui critique « Israël ».](#)
- 2-3 [Blocus de Gaza: Un Bateau israélien bloqué dans le port d'Oakland en Californie.](#)
- 2-4 [Parallèlement au bateau libanais, un bateau européen de femmes pour Gaza.](#)
- 2-5 [L'espionnage israélien s'étend à l'ensemble du Moyen-Orient.](#)

3 Dossier

- 3-1 Tariq Ramadan: « Déconstruire le discours religieux et répondre par un discours politique ».
- 3-2 Myriam Abraham : L'Armée Israélienne a Conçu Une «Nouvelle Doctrine» De Guerre pour Gaza: Nettoyage Ethnique.
- 3-3 Manlio Dinucci : Transfert de munitions en Israël pour une possible attaque de l'Iran.
- 3-4 David Cronin : L'aide de l'Union européenne à l'armée israélienne : Avions de guerre et drones.
- 3-5 Rim al-Khatib : Le nettoyage ethnique se poursuit en Palestine occupée en 1948.
- 3-6 Israël relance un projet immobilier controversé à Jérusalem-Est.
- 3-7 [es Israéliens prennent petit à petit le contrôle d'Al Qods, les Arabes y seront de 12%.](#)
- 3-8 De nouveau l'Arabie pressentie : une base militaire israélienne à Tabouk ?!
- 3-9 Plus que jamais Tel Aviv a besoin du soutien de l'Égypte.

1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

1-1 Vidéo : Protesters Picket Israeli Cargo Ship

http://www.youtube.com/watch?v=UpKObPFtcBA&feature=player_embedded#!

1-2 Vidéo : [Israël exécute 4 plongeurs palestiniens dans les eaux littorales de Gaza.](#) -

Lundi dernier, différentes agences d'information ont annoncé la mort de 4 plongeurs palestiniens dans les eaux littorales de Gaza

La famille de l'une des victimes nous a fourni la vidéo de l'opération de récupération des corps en mer. On peut y voir qu'il s'agissait d'une exécution pure et simple. Ils ont tous été tués d'une balle dans la tête.

16-06-2010 - Par ISM

<http://www.ism-france.org/news/article.php?id=13992&type=temoignage&lesujet=Assassinats%20ciblés>

1-3 Vidéo : AHMADINAJAD DENONCE LE NOUVEL ORDRE MONDIAL

http://www.youtube.com/watch?v=BxBR7oIQVac&feature=player_embedded#!

1-4 Vidéo : Le massacre de Jenin,

le film interdit par Israël (vidéo sous-titrée en français) :

<http://video.google.com/videoplay?docid=544783620049774130#>

1-5 Vidéo : L'"Etat" voyou ne veut pas de paix, c'est pas...

http://www.dailymotion.com/video/xdk6bj_1-etat-voyou-ne-veut-pas-de-paix-c_news

1-6 Vidéo : '67 Protest in Bayt Nuba

<http://www.youtube.com/watch?v=TBIRHKFOAcw>

1-7 Vidéo : La situation à Gaza.

[Très bonne intervention de Christophe Oberlin \(Chirurgien à l'hôpital Bichat à Paris\) sur les derniers événements et sur la situation à Gaza](#)

http://www.dailymotion.com/video/xdm1bb_entretien-avec-christophe-oberlin-c_news#from=embed?start=35

1-8 Vidéo : Gaza: rencontre avec Nicolas Wadimoff, réalisateur d'un documentaire sur la situation à Gaza

<http://www.tsr.ch/video/info/journal-12h45/2072249-gaza-rencontre-avec-nicolas-wadimoff-realisateur-d-un-documentaire-sur-la-situation-a-gaza-et-manuel-musallam-ancien-cure-de-gaza.html#id=2072249>

1-9 Vidéo : Un village proche de Bethlémen ; l'armée détruit une place de jeu pour construire le mur de l'apartheid.

Regardez bien ce film ; les soldats sont entourés de soldats en civils qui font un premier barrage et n'osent pas montrer leur visage aux Palestiniens qui les regardent et leur disent leur peine ; l'homme à capuche qui filme pourrait bien être un soldat. Tout est filmé, tout...

On ne sait jamais qui est qui quand il y a des opérations... Toute opération est filmée par les soldats ; le film que vous voyez ici leur a échappé ; il arrachent camera et vidéo quand ils vous voyent filmer. Les soldats et les soldates israéliens ne veulent pas que le monde sache ce qu'il font ; et ne veulent pas être reconnus, vu, car après les opérations criminelles avec leur salaire ils aiment partir en congé dans des pays comme l'Inde, le Pérou, etc...où ils se conduisent en brutes et les hoteliers ne les veulent plus

<http://www.youtube.com/watch?v=NH5KAvkgoDE>

1-11 Vidéo : Le vrai visage des pseudos-intellectuel

Le vrai visage des pseudos-intellectuel juifs qui soutiennent Israel(Claude Lanzmann, Richard Prasquier, BHL, Finkelkraut, Marek Halter, Enrico Macias)

VIDEO :

http://www.dailymotion.com/video/xdsb4_15-000-personnes-a-paris-pour-defen_news#from=embed?start=313

1-12 Vidéo : Images de Palestine par Gianna Pasini

10/06

Gianna Pasini, activiste pour la Palestine, a mis à disposition de ce site les photos qu'elle a prises en Palestine dans le village de Bil'in.

Nous remercions Gianna pour sa contribution.

pour visionner les images cliquez ici:

<http://www.bilin-village.org/francais/8200-Images-de-Palestine-par-Gianna-Pasini>

http://www.youtube.com/watch?v=baS0_sqIqf8&feature=player_embedded#!

1-13 Blair, l'envoyé du Quartet au Moyen-Orient, dirige la propagande israélienne.

La politique d'Israël a un nouveau héraut : l'ancien Premier ministre britannique Tony Blair qui a apporté son immense expérience et sa stature internationale pour expliquer la décision israélienne d'alléger le blocus de Gaza.

Et Netanyahu, il est lâché par les médias ? Il se planque derrière les rideaux.

Israël présente son porte-parole : Tony Blair !

Non, ce n'est pas une satire : des collaborateurs de Netanyahu ont bien dit qu'ils avaient décidé que Blair conduisait la Hasbara (propagande) pour Gaza (Maariv).

Il s'avère que c'est l'envoyé du Quartet (ONU, USA, UE, Russie) au Moyen-Orient, Tony Blair, qui a présenté en réalité, aux médias internationaux, le changement de politique du gouvernement israélien sur le blocus de Gaza. La décision avait été prise en coordination avec le Premier ministre, Benjamin Netanyahu.

Et quelle a été la contribution de ce Premier ministre pour contribuer aux efforts de relations publiques d'Israël ? Une courte déclaration à la presse faite à la réunion du Likoud, et une autre en anglais, laconique, adressée aux médias internationaux.

Et depuis deux soirs, Blair est allé d'un studio télévision à un autre ; il a donné six interviews en deux jours, il a répondu à des questions difficiles des journalistes et il a essayé d'utiliser sa grande expérience pour faire passer dans l'opinion publique internationale l'assouplissement du blocus et la nouvelle politique d'Israël.

Selon les collaborateurs de Netanyahu, l'arène la plus importante, c'est celle de la presse et de l'opinion internationale. Par conséquent, il a été décidé que ce serait mieux si c'était Blair qui présentait ce changement important de la politique du gouvernement, étant donné qu'il est considéré comme quelqu'un d'objectif et qu'il a une stature internationale, et étant donné aussi que la décision sur l'assouplissement du blocus a été prise en coordination avec lui.

Blair a rencontré hier 21 juin, en Israël, un grand nombre de personnalités publiques et politiciens, parmi lesquels le ministre du Développement régional, Silvan Shalom, le vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères, Dan Meridor, et la présidente de l'opposition, Tzippi Livni. Il avait rencontré auparavant, à Ramallah, le président de l'Autorité palestinienne Abu Mazen (Mahmoud Abbas) et son Premier ministre, Salam Fayyad.

[Elie Bardenstein \(Maariv\)](#)

23 juin 2010 - [Coteret](#)

traduction : JPP

publié le samedi 26 juin 2010.

<http://www.protection-palestine.org/>

1-14 Flottille: Abraham Greenhouse, Nora Barrows-Friedman : Des journalistes indépendants démontent l'emprise israélienne sur le discours médiatique.

« La tentative systématique et la priorité n°1 tout à fait délibérée des soldats israéliens quand ils sont montés à bord des bateaux a été de créer un black-out, de confisquer toutes les caméras, de couper les liaisons satellite, de détruire les caméras en circuit fermé à bord du Mavi Marmara, pour s'assurer que rien ne sortait. Ils étaient décidés à contrôler l'histoire », a commenté le journaliste australien Paul McGeough, l'un des centaines de militants et de reporters journalistes qui ont assisté à l'attaque mortelle du 31 mai sur la flottille de la liberté pour Gaza ("Framing the Narrative : Israeli Commandos Seize Videotape and Equipment from Journalists After Deadly Raid," Democracy Now, 9 Juin 2010). McGeough a été un des au moins 60 journalistes de la flottille qui ont été détenus et dont les filmages ont été confisqués.

Dans les heures suivant l'interception et le siège dans les eaux internationales de la flottille d'aide pour Gaza par des commandos israéliens, qui ont tué neuf personnes — certaines à bout portant — à bord du Mavi Marmara, des nouvelles de l'attaque sanglante s'étaient répandues dans le monde entier. La colère, la condamnation et des appels à une enquête internationale ont suivi.

Entre temps, la campagne d'Israël pour son scénario de l'attaque, pour déformer les faits et étouffer une opinion outragée battait son plein. Parallèlement, les militants et les journalistes sceptiques ont commencé à déconstruire l'histoire officielle et à assembler des preuves pour révéler la vérité derrière les morts violentes des militants d'une mission humanitaire pour la bande de Gaza assiégée.

À partir du moment où l'armée israélienne a brouillé apparemment les communications de la flottille, et pendant les deux jours suivants où les survivants furent maintenus au secret, leurs caméras et leurs prises de vues potentiellement accusatrices saisies, la version israélienne du raid a dominé les titres internationaux.

Au centre de la stratégie médiatique d'Israël, il y eu la diffusion rapide de clips audio et vidéo sélectionnés qui, d'après le gouvernement, validaient son affirmation que les passagers avaient violemment essayé de tuer les troupes sans provocation — forçant ainsi les soldats à utiliser des balles réelles en autodéfense. Cependant, les clips distribués très largement au début portaient des signes de fortes altérations, y compris le masquage ou l'élimination de marques chronométriques.

Quoique les clips montrent apparemment des passagers à bord du Mavi Marmara frappant des soldats israéliens avec des bâtons et d'autres objets, le contexte des images n'était absolument pas clair. Il était impossible de déterminer à quel moment les clips avaient été filmés au cours de l'assaut, ce qui soulevait des questions sur quelle partie exactement avait agi en autodéfense.

Jamal Elshayyal d'Al-Jazeera, parmi d'autres, a corroboré les récits d'autres passagers de la flottille, y compris de la membre de la Knesset israélienne Hanin Zoabi, disant que les commandos israéliens auraient commencé à tirer avant de descendre en rappel sur le pont du navire ("MK Zoabi : Israel wanted highest number of fatalities," YNet, 1 Juin 2010 ; "Kidnapped by Israel, forsaken by Britain," Al-Jazeera, 6 Juin 2010).

Ces clips furent rapidement complétés par du filmage mis sur YouTube, elles aussi fortement retravaillées, dont Israël a dit qu'elles avaient été prises par les caméras de sécurité du navire et par des journalistes dont l'équipement avait été saisi ("Flotilla Rioters Prepare Rods, Slingshots, Broken Bottles and Metal Objects to Attack IDF Soldiers," 2 Juin 2010). Le service de presse de l'armée israélienne a aussi distribué de nombreuses images fixes soi-disant documentant le combat sur le pont.

Après que les bateaux affrétés de la flottille furent emmenés au port israélien d'Ashdod et déchargés, le 1er juin, le ministère israélien des affaires étrangères (MAF) commença à distribuer via le site Flickr des photographies d'objets trouvés d'après lui à bord. Le matériel que le MAF classifiait comme « armes » — soutenant soi-disant son affirmation que les militants avaient planifié un « lynchage » des troupes israéliennes — étaient publiquement identifiables comme de l'équipement nautique standard et des ustensiles de cuisine ("Weapons found on Mavi Marmara").

D'autre part, les bateaux furent inspectés de multiples fois avant leur départ pour Gaza, à la fois par les douanes turques et par une compagnie de sécurité indépendante, et à chaque fois avait été trouvés ne contenir aucune arme, d'après un communiqué de presse du mouvement Free Gaza ("Did Israel deliberately murder civilians aboard Freedom Flotilla ?," 3 Juin 2010). Les participants dirent aussi que tous les passagers ont été soumis à un contrôle de sécurité approfondi avant de monter à bord, quel que soit le lieu d'embarquement.

Ces photographies d'« armes » devinrent le premier point de fixation de l'effort pour analyser et exposer les incohérences des affirmations israéliennes. Peu après la publication des images apparues sur la page officielle du MAF le 1er juin, des commentateurs commencèrent à attirer l'attention sur le fait que plusieurs images comportaient de l'information numérisée indiquant qu'elles avaient été prises plusieurs années auparavant. Le MAF y répondit en modifiant les dates, et par une déclaration disant qu'une de ses caméras avait été mal calibrée.

Si cette déclaration ne peut être ni confirmée ni réfutée, la gaffe exposa le fait que là hâte d'Israël à promouvoir sa version des événements dans les médias produisait des erreurs et des négligences significatives. Alors que les passagers survivants de la flottille commençaient à être relâchés et expulsés après leur détention en Israël, leur récit des événements à bord des bateaux — et sur le Mavi Marmara en particulier — divergeait clairement du discours israélien officiel.

Les journalistes à bord du navire, dont certains avaient été capables de diffuser par satellite pendant un certain temps durant l'assaut, ont dit aux intervieweurs qu'ils avaient été spécifiquement ciblés par les troupes israéliennes dans l'attaque. « Nous avions des caméras autour du cou et nos cartes de presse en main, mais les soldats ne cessaient de diriger les lasers de leurs fusils sur nos yeux pour nous intimider », a dit le journaliste turc Yucel Velioglu de l'agence de presse AA à Reporters Sans Frontières ("As Turkish photographer is buried, other journalists aboard flotilla speak out," 9 Juin 2010).

De plus, une grande part des filmages (très retravaillés) diffusés par Israël furent volées aux journalistes à bord du bateau après la confiscation de leur équipement. Cette action a été fortement dénoncée par l'Association de la presse étrangère d'Israël (FPA) qui déclarait le 4 juin : « l'utilisation de ce matériel sans permission des agences de médias concernées est une violation claire et inacceptable de l'éthique journalistique ».

Décidés à ne pas permettre au gouvernement israélien de continuer à dominer le discours public sur l'attaque de la flottille avec sa version discutable des événements, des journalistes indépendants autour du monde ont analysé et identifié les incohérences du discours israélien. Ce travail a joué un rôle central pour produire un tableau des événements plus complet et juste, disponible pour un public anglophone : la grande majorité des médias privés anglophones, à l'exception notable d'Al-Jazeera anglais, reproduisaient simplement les déclarations israéliennes et n'entreprirent pas ou très peu le travail de vérification pour s'assurer de leur validité. Images et l'élimination du contexte

Une autre photo diffusée par les bureaux du porte-parole de l'armée israélienne a suscité encore plus de controverses quand elle a commencé à apparaître dans des articles de nouvelles sur l'incident. L'image, montrant un homme barbu anonyme qui tenait un couteau courbe, fut généralement présentée avec une légende, elle aussi originaire de l'armée israélienne, déclarant que le porteur de couteau était un militant à bord du Mavi Marmara photographié après que les troupes israéliennes aient assailli le navire.

Ali Abunimah, cofondateur de The Electronic Intifada, remarqua immédiatement des incohérences claires dans le contexte de la photo, jetant un doute sur sa véracité. Abunimah fit remarquer sur son blog que derrière l'homme, on pouvait voir la lumière naturelle diffusée au travers d'une fenêtre — malgré le fait que le raid a été mené avant l'aube. De plus, l'homme était entouré par des photographes qui paraissaient d'un calme inattendu pour des voisins au milieu d'un combat ("[Israeli propaganda photo in Haaretz of man with knife make no sense #FreedomFlotilla](#)," 31 Mai 2010). Finalement, quelques jours après la première apparition de l'image, elle fut réutilisée dans un montage vidéo publié sur YouTube sous le nouveau nom "gazafлотilliatruth", mais cette fois-ci moins recadrée dans la nouvelle version de l'image, l'homme barbu peut être vu assis, pas debout — encore une fois une position physique inhabituelle au cours d'une mêlée ("[Gaza Flotilla - The Love Boat](#)," 2 Juin 2010). Le journaliste d'enquête Max Blumenthal rapporte que la légende utilisée par l'armée israélienne — utilisée à répétition par des médias tels que le quotidien israélien Haaretz — indique que le barbu tenait le couteau après que les commandos soient montés à bord ("[Nailed Again : IDF Description of Suspicious Photo It Distributed Is Retracted](#)," 8 Juin 2010).

Après sa question au bureau du porte-parole de l'armée israélienne, Haaretz « effaça sa légende de la photo suspecte ». Blumenthal ajoute que Haaretz « ne mentionna pas la rétraction, considérant probablement que personne ne remarquerait. La rétraction soulève des questions inquiétantes sur le niveau de coordination entre l'IDF [armée israélienne] et les médias israéliens ». Elle ne mentionna pas non plus que l'homme barbu était le ministre yéménite du Parlement Mohammad al-Hazmi, qui montrait sa dague de cérémonie — une part essentielle du costume yéménite traditionnel — à des « journalistes curieux et étrangers sur le bateau », comme le souligne Blumenthal, évidemment bien avant l'attaque.

Nouvelles accusations instantanément démenties

Les témoignages des passagers survivants commençant à recevoir une meilleure attention de la part de la grande presse occidentale, Israël répondit par une série d'accusations de plus en plus terribles pour les discréditer. La nature grave de ces accusations fait qu'il est difficile de comprendre pourquoi le gouvernement israélien aurait attendu si longtemps pour les porter. Quand les journalistes commencèrent à évaluer les nouvelles déclarations, ils trouvèrent que les faits venant à leur appui étaient insignifiants, voire inexistantes.

Une de ces accusations, publiée dans un communiqué de presse du MAF du 2 juin, fut que 40 passagers du Mavi Marmara avait été identifiés comme des mercenaires employés par Al-Qaeda ("[Attackers of the IDF soldiers found to be Al Qaeda mercenaries](#)," 2 Juin 2010). Plus tard le même jour, le porte-parole du département d'État US Philip Crowley déclara que ses services ne pouvaient pas valider l'histoire israélienne, et des journalistes indépendants sur le terrain à Tel-Aviv partirent vite enquêter par eux-mêmes.

Blumenthal et sa collègue Lia Tarachansky se firent dire brutalement par le service de presse de l'armée que les militaires n'avaient « aucune donnée » soutenant l'affirmation du MAF. Le matin du 3 juin, toutes les références à Al-Qaeda avaient été retirées de la version en ligne du communiqué de presse ("[Under Scrutiny IDF Retracts Claims About Flotilla Al Qaeda Links](#)").

Plus significatif, le 4 juin, Israël communiquait un clip sur YouTube qui selon lui était un extrait de communication radio entre l'armée israélienne et le Mavi Marmara. Le clip comprenait une voix disant aux Israéliens de « retourner à Auschwitz », et une autre voix déclarant « nous aidons les Arabes à aller contre les USA », en réponse aux annonces israéliennes que le bateau « s'approchait d'une zone sous blocus naval » ("[Flotilla Ship to Israeli Navy : "We're Helping Arabs Go Against the US, Don't Forget 9/11 Guys](#)," 4 Juin 2010). Cette dernière voix était faite avec un accent ressemblant à celui du sud des USA, malgré le fait que personne de cette région n'était présent à bord des bateaux. De nombreux blogueurs commentèrent que les accents avaient l'air d'avoir été limités, et tournèrent en ridicule la qualité de la falsification apparente.

Une des organisatrices de la flottille, la citoyenne étasunienne Huwaida Arraf, fut stupéfaite de trouver que le clip incluait aussi sa propre voix — alors qu'elle était sur un autre bateau que le Mavi Marmara. La journaliste et bloggeuse de Tel-Aviv Mya Guarnieri remarqua qu'Arraf a dit à l'agence Maan News de Bethléem que le clip de sa voix, disant « nous avons la permission d'entrer de la capitainerie du port de Gaza », semblait avoir été extrait d'une communication au cours d'un voyage de flottille précédent (il y a eu neuf voyages depuis 2008) ("[Israel under fire for doctoring flotilla recordings](#)," 5 Juin 2010). « Quand ils nous sont appelés par radio [dans ce voyage], nous étions à plus de 100 miles », fait remarquer Arraf.

Blumenthal attira l'attention sur la mystérieuse présence d'Arraf et sur d'autres incohérences du clip dans un article publié le 4 juin. Le lendemain, le MAF fit une déclaration admettant que le clip avait été substantiellement édité ("[Clarification/Correction Regarding Audio Transmission Between Israeli Navy and Flotilla on 31 May 2010.](#)" 5 Juin 2010). Toutefois, le clip, incluant les paroles sur « Auschwitz » reste sur le site Web du MAF dans une version nouvelle « non éditée » de la soi-disant transmission.

Un travail de limier high-tech révèle un réseau de tromperie

Peut-être le plus préjudiciable pour la crédibilité des récits israéliens fut une carte publiée par Ali Abunimah sur son bloc, générée en utilisant les données archivées des transmissions du système d'identification automatique (AIS) pour suivre la position du Mavi Marmara alors qu'il naviguait le matin du raid ("[Did Israel press on with bloody attack on Mavi Marmara even as ship fled at full-speed ?.](#)" 7 Juin 2010). À l'aide de la carte, Abunimah fut capable de déterminer la localisation et la destination du bateau avec les émissions mettant son statut à jour. La carte a aussi positionné le Mavi Marmara aux moments exacts où les images des caméras de surveillance du navire — qu'Israël a publié sans effacer les marques chronométriques — furent apparemment enregistrées. D'après les données AIS, le Mavi Marmara s'est dirigé vers le sud, parallèlement à la côte israélienne et à plus de 80 milles de la côte — jusqu'à approximativement 4h 35, heure locale. À ce moment-là, le bateau vire brusquement vers l'ouest, s'éloignant de la côte de Gaza.

L'attaque, dont les passagers survivants disent qu'elle a commencé juste avant quatre heures, a été communiquée aux militants grecs en communication directe avec le navire à un certain moment avant 4 h 51. Cependant la marque chronométrique vue dans le filmage communiqué de la caméra de sécurité, décrit en légende comme étant le moment où « les émeutiers commencent leur confrontation avec les soldats israéliens », indique que le clip a été filmé à 5h 03. Ceci est renforcé par le fait que la mer est apparemment éclairée par la lumière naturelle, ce qui n'aurait pas été possible une heure plus tôt.

Cette preuve contredit directement les déclarations israéliennes concernant la séquence et le timing des événements, et jette un doute sur son narratif global. Tandis que la grande majorité des films du raid ont été saisis par Israël, ainsi que les Voyage Data Recorders (VDRs, l'équivalent maritime des « boîtes noires » des avions), les militants ont archivé assidûment toutes les données disponibles pour empêcher Israël de les altérer ou de les détruire. Au fur et à mesure de la disponibilité de données supplémentaires chrono datées, elles seront incorporées par les militants et incluses par des logiciels de cartographie pour aider non seulement à révéler ce qui s'est produit sur le Mavi Marmara, mais pour garantir une meilleure application de la responsabilité d'Israël quand il aura à répondre de flottilles futures.

Une quantité significative de données apparaît déjà. Plusieurs survivants ont réussi à cacher des cartes mémoires de leurs geôliers israéliens, dont ils sont rendus les contenus disponibles aux journalistes à leur retour chez eux. Certaines photos, publiées par le journal turc HaberTurk, montrent des passagers administrant une aide médicale aux soldats israéliens blessés et même les protégeant des prises de photos — ce qui semble contredire les allégations israéliennes disant que les passagers étaient résolus à un lynchage prémédité des commandos israéliens ("[İsraıl'den kaçırılan fotoğraflar.](#)" 4 Juin 2010).

Des clips vidéos de survivants de la flottille récemment publiés montrent les soldats israéliens frappant du pied et du poing et tirant sur des passagers, dont un film qui d'après l'agence turque Cihan News montre le meurtre à bout portant de Furkan Dogan, un citoyen étasunien de 19 ans, par une arme automatique ("[Israeli Soldiers Murdering Man Identified as Furkan Dogan.](#)" 10 Juin 2010). Une autopsie a montré que Dogan a reçu cinq tirs, dont un dans le dos et deux dans la tête presque à bout portant. D'autres vidéos montrent des hélicoptères tournant au-dessus de la flottille, apparemment avec des flammes de bouche et des sons de tirs, en accord avec les assertions des survivants disant que les commandos tiraient déjà avant de monter à bord des navires, stimulant ainsi la résistance limitée dont les passagers terrifiés ont fait preuve.

Enquête internationale et interne

Le gouvernement israélien continu de rejeter l'idée d'une enquête internationale, en faveur de la sienne propre. Le 5 juin, le secrétaire général des Nations unies a proposé une commission internationale pour examiner la mort des neuf passagers de la flottille, mais l'ambassadeur d'Israël aux USA, Michael Oren, a annoncé à Fox Niouzes le lendemain qu'Israël refuserait « d'être enquêté par aucune commission internationale » ("[Transcript : Amb. Michael Oren on 'FNS'.](#)" 7 Juin 2010).

Ceux qui demandent une enquête internationale ont de bonnes raisons de douter de la capacité d'Israël d'enquêter lui-même. D'après Human Rights Watch (HRW), citant des statistiques de l'organisation israélienne des droits humains Yesh Din, entre 2000 et 2008, « les soldats israéliens ont tué plus de 2000 civils palestiniens non impliqués dans des combats dans les territoires palestiniens occupés. Sur 1246 enquêtes criminelles débutées dans la même période pour des offenses suspectées de toute nature par des soldats contre des civils palestiniens, seules 6 % (78 cas) ont conduit à des poursuites. Seules 13 de ses poursuites accusaient les soldats d'avoir tué des civils. En septembre 2008, cinq soldats ont été inculpés pour la mort de quatre civils » ("[Why No Justice in Gaza ? Israel Is Different, and so](#)" 1 Octobre 2009).

HRW a trouvé un schéma similaire sur les cas découlant de l'attaque infâme de trois semaines d'Israël sur Gaza, commençant le 27 décembre 2008. L'invasion, qui causa la mort de plus de 1400 palestiniens, n'a conduit qu'à une seule inculpation criminelle — pour le vol d'une carte de crédit appartenant à une famille palestinienne après que les soldats aient pillé leur logement.

Concernant l'attaque de la flottille, certaines sources du gouvernement israélien ont indiqué qu'elles permettraient à un « observateur » ou plus d'être inclus dans son enquête interne. Les gouvernements autour du monde ont insisté que ceci n'est pas une alternative acceptable à une véritable enquête internationale.

Cependant, même un groupe complètement impartial chargé d'enquêter sur le raid analyserait les « preuves »

(tels que les filmages saisis et les VDRs) qui ont été sous le contrôle complet de l'armée israélienne depuis l'assaut.

Responsabilités et journalistes indépendants

Avec peu d'espoir d'une enquête formelle ayant une certaine crédibilité, les journalistes indépendants autour du monde ont reconnu le besoin de monter la leur. Le travail de journalistes indépendants parvient à un niveau croissant d'influence sur les grands médias. Et l'histoire des meurtres du Mavi Marmara, malgré le manque de volonté de beaucoup de reporters professionnels de contester publiquement la version israélienne des événements, ne fait pas exception.

« C'est une question où, dans l'incident de la flottille, les circonstances morales et légales des violations israéliennes ont été si flagrantes et visibles que des médias indépendants ont eu une occasion plus importante d'être entendus », dit Richard Falk, expert en loi internationale et Rapporteur spécial de l'ONU sur les Droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés. Si l'ONU ou un autre organisme impartial montait une enquête internationale, elle « bénéficierait grandement des initiatives actives [de médias indépendants] pour renforcer ce qu'entreprendrait l'enquête », a commenté Falk pour cet article.

Des journalistes indépendants ont déjà réussi à briser le mur du discours israélien dans les médias privés.

Pendant presque une heure le matin du 5 juin, la plupart des comptes-rendus des grands médias sur la situation du quatrième bateau retardé de la flottille qui avait inclus le Mavi Marmara se sont basés presque exclusivement sur les informations recueillies depuis des messages partagés entre militants et journalistes indépendants via Twitter. Le travail d'Abunimah et de Blumenthal pour discréditer une bonne part du discours israélien a été cité in extenso dans un article du blogueur Robert Mackey du New York Times ("[Photographs of Battered Israeli Commandos Show New Side of Raid](#)," 7 Juin 2010).

Le 10 juin, une conférence de presse de l'ONU a été consacrée à la présentation du filmage non censuré de l'assaut recueilli par la réalisatrice Lara Lee, qui promet de faire les grands titres avec d'innombrables images contredisant la version israélienne des événements.

Paul Larudee, un militant de la région de San Francisco qui a participé à la flottille et a souffert d'un tabassage sévère le forçant à être hospitalisé, croit que le succès des journalistes indépendants dans la mise en évidence du discours incohérent d'Israël a eu un effet pour transformer la conscience populaire.

« Il se passe quelque chose ici. Les perceptions commencent à changer », dit Larudee. « Les gens comprennent — ils comprennent qu'un convoi d'aide humanitaire a été attaqué, que les passagers se défendaient, malgré le travail de distorsion qu'Israël a créé dans les médias. Israël ne pourra plus soutenir ça très longtemps. Ça commence à s'effondrer complètement ».

[Abraham Greenhouse](#), [Nora Barrows-Friedman](#),

[Abraham Greenhouse](#) est le fondateur du Palestine Freedom Project ([palestinefreedom.org](#)), qui se spécialise dans l'étude et la fourniture de soutien pour le travail des militants de base solidaires avec la Palestine dans le monde.

[Nora Barrows-Friedman](#) est une journaliste indépendante primée, qui écrit pour The Electronic Intifada, Inter Press Service, Truthout et d'autres médias. Elle rapporte régulièrement de Palestine, où elle anime aussi des ateliers multimédias pour les jeunes dans le camp de réfugiés de Dheisheh en Cisjordanie occupée.

Traduction : JPB

The Electronic Intifada

publié le vendredi 25 juin 2010.

15 Juin 2010

1-15 Le Hamas dénonce la décision de Paris d'interdire Al-Aqsa TV .

Le Hamas a dénoncé mardi à Gaza la décision de la France, sur demande de la Commission européenne, d'interdire dans les 48 heures la diffusion de sa chaîne de télévision Al-Aqsa TV, accusée d'"incitations à la haine".

Le directeur adjoint de la chaîne, Mohammed Thuraya, a indiqué à l'AFP qu'il avait été informé de l'arrêt de la diffusion dans les prochaines 48 heures.

"On nous a dit que la raison de la décision de stopper la diffusion de notre chaîne en France était +l'incitation à la haine+, sans la moindre explication", a précisé Thuraya.

"C'est une décision injuste qui résulte des pressions du lobby sioniste sur l'administration américaine qui à son tour a fait pression sur la France et Eutelsat (l'opérateur de satellite basé à Paris)", a-t-il estimé en ajoutant que cette mesure n'a "aucune justification légale ou morale".

Selon lui, l'arrêt de la diffusion par Eutelsat va lui faire perdre 70% de son audience.

En signe de protestation, quelque 70 personnes --dont des représentants du Hamas et du Jihad islamique et des employés de la chaîne de télévision-- ont manifesté mardi devant le Centre culturel français (CCF) de Gaza.

Le rassemblement s'est déroulé sans incident, selon le chargé des services consulaires français à Gaza, Majdy Shakkoura. Le CCF est la seule représentation européenne dans la bande de Gaza.

Les manifestants ont remis une lettre de protestation dans laquelle ils appellent l'Union européenne et la France "à renoncer à cette décision", qualifiée de "nouveau maillon ajouté au blocus de la bande de Gaza".

15/06/2010

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=142279&language=fr>

1-16 Un nouveau blocus contre Gaza: Al-Aqsa TV interdite en Europe.

Noorsat, l'opérateur qui assurait la diffusion notamment sur l'Europe de la télévision du Hamas, Al-Aqsa TV, a coupé jeudi soir le signal de la chaîne de la plate-forme satellitaire, a-t-on appris vendredi auprès d'Eutelsat, dont Noorsat est un client.

Noorsat avait enlevé le signal de la chaîne après une mise en demeure du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), la haute autorité audiovisuelle française.

En réaction, le directeur de la chaîne, Hazem al-Chaaraoui, a déclaré, lors d'une conférence de presse à Gaza, que "la bataille juridique avec Eutelsat ne fait que commencer et nous sommes déterminés à la poursuivre".

Il a dénoncé l'interruption de la retransmission de ses programmes vers l'Europe qui "ajoute une nouvelle couche au blocus (de Gaza), imposée par le lobby sioniste avec l'aide de la France".

Le directeur d'Al-Aqsa a promis de continuer à étendre la couverture de la chaîne, y compris en Europe et en Amérique du Sud, évoquant de nouveaux partenariats avec des opérateurs de satellites arabes captés dans ces régions du monde "afin de faire connaître l'occupant (Israël) et ses crimes".

Ce vendredi, Al-Aqsa TV a diffusé des émissions sur cette question avec en incrustation le titre "une nouvelle naissance", en allusion à ses projets de trouver d'autres canaux de diffusion.

Le 7 juin, le gouvernement français, sous pression de la Commission européenne, avait demandé qu'il soit mis fin aux soi-disant "incitations à la haine" d'Al-Aqsa TV.

Al-Aqsa TV, qui émet de Gaza, diffuse des clips musicaux et des dessins animés exaltant des opérations de résistants palestiniens contre l'armée d'occupation israélienne, des images de victimes de raid israéliens, surtout d'enfants, et des bulletins d'information.

"Israël" a visé à de nombreuses reprises Al-Aqsa TV lors de son offensive contre la bande de Gaza en décembre 2008/janvier 2009, sans parvenir à en arrêter les programmes.

Aux Etats-Unis, le département du Trésor a, pour sa part, gelé en mars les avoirs de la chaîne

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=143780&language=fr>

25/06

1-17 "Israël" prétend qu'Al Aqsa appartient au patrimoine juif!

Des parties et des compagnies israéliennes installent depuis plusieurs jours des fluorescents gigantesques sur les collines du Mont Zaytoun en direction de la Mosquée d'Al Aqsa pour donner l'impression que la sainte Mosquée fait partie du patrimoine juif!

Selon des témoins, des appareils gigantesques illuminent toutes les nuits le mur du côté sud de la Mosquée d'Al Aqsa, les palais omeyyades, les alentours de la mosquée, et surtout le dôme du Rocher, et ce, dans le cadre des festivités saisonnières pour célébrer des fêtes juives.

Un important dispositif de la police assure chaque nuit la sécurité pour faciliter la mise en œuvre de ce projet, afin de faire face à d'éventuelles protestations de la part des Palestiniens d'Al Qods.

A savoir que les compagnies responsables du projet utilisent ces photos dans leurs campagnes médiatiques afin de justifier leurs allégations sur l'identité de Jérusalem et par la suite leur vol du patrimoine islamique.

Pour les Israéliens, la Mosquée d'Al Aqsa abrite leur soi-disant "Mont du Temple". Ils essaient par tous les moyens de judaïser le troisième lieu saint de l'Islam, menaçant ainsi la Mosquée d'effondrement à cause des travaux de creusement souterrains.

14/06/2010

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=142006&language=fr>

1-18 Al Aqsa TV : NON au blocus médiatique imposé par la France et l'Europe pour étouffer la voix de la résistance palestinienne !

Nous voulons que le génocide commis sur le peuple palestinien par les forces occupantes sionistes se poursuive dans le silence le plus total ! Voilà le message envoyé par l'Europe et la France en particulier aux Palestiniens de Gaza!

Cet arrêt de la diffusion en France via Eutelsat de la chaîne Al-Aqsa TV apparaît comme la participation la plus violente et la plus indécente d'un pays au siège de Gaza! Empêcher que le monde puisse constater de visu la réalité de la tragédie palestinienne! Nier, par l'absence d'images et de commentaires son existence ! Voilà ce que la France est en train de réaliser en empêchant que le Vieux continent ne puisse accéder aux images et aux informations quotidiennes montrant les sinistres agissements israéliens commis sur les Palestiniens ! Ecran noir exigé par Paris sur les expulsions, le vol des terres, les enlèvements de Palestiniens par les forces occupantes et les forces sécuritaires de l'Autorité palestinienne soumises à Israël, les violations des droits de l'homme, les déportations, les assassinats, l'enfermement de Gaza!

Voilà la nouvelle forme de collaboration scandaleuse des autorités françaises avec les forces occupantes israéliennes ! Après l'intégration d'Israël à l'OCDE, voilà un nouveau permis de tuer donné à Israël!

Qui sont donc tous ces dirigeants hypocrites européens qui hier encore prétendaient que le siège de Gaza devait être définitivement levé parce qu'il mettait gravement en danger la vie de plus de 1,5 million de Palestiniens? Qui sont-ils, si ce n'est en réalité des collaborateurs actifs du génocide commis sur les Palestiniens puisqu'ils ont décidé que la résistance palestinienne ne devait pas agir pour protéger les femmes et les hommes colonisés et menacés chaque jour davantage en terre de Palestine occupée!

Cette collaboration de la France et de l'Europe avec les criminels israéliens est d'une gravité sans nom ; nous la dénonçons comme telle et nous demandons à tous les défenseurs des Palestiniens et de leurs droits fondamentaux à résister au colonisateur sioniste de signer cette pétition pour dénoncer cette nouvelle participation inqualifiable de la France au siège de Gaza via l'arrêt de la diffusion de la chaîne al Aqsa TV en Europe et pour exiger que le CSA (l'autorité de tutelle des médias français) ordonne le rétablissement de cette chaîne qui est la voix de la résistance légitime du peuple palestinien.

17 juin 2010

EDT par [admin](#)

<http://news.stcom.net:80/modules.php?name=News&file=article&sid=5248&mode=&order=0&thold=0>

2 Les brèves

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

2-1 Le Hamas exige une levée totale du blocus israélien sur Gaza

Le Hamas a rejeté jeudi l'annonce par "Israël" d'un soi-disant assouplissement de son blocus du territoire palestinien, exigeant sa levée totale.

"Nous rejetons la décision sioniste, qui constitue une tentative de contourner la décision internationale d'une levée complète du blocus de la bande de Gaza", a déclaré à l'AFP Ismaïl Radwane, un dirigeant du mouvement palestinien Hamas.

Il a dénoncé "une tentative d'atténuer la pression internationale afin de pouvoir continuer le siège de Gaza".

17-06

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=142612&language=fr>

2-2 Campagne contre une députée canadienne qui critique « Israël »

Une députée canadienne, Libby Davies fait l'objet d'une campagne virulente pour avoir critiqué les agressions israéliennes et soutenu les palestiniens.

Selon le site palestinien en ligne Arabs 48, cette campagne est menée par les amis de l'entité sioniste au sein du parlement et du gouvernement canadien. Elle s'est intensifiée depuis que Davis a critiqué l'attaque israélienne meurtrière de la flottille de la liberté au cours de laquelle les soldats israéliens ont tué 9 militants pacifistes turcs.

En guise de soutien, « La Maison palestinienne » dans la ville de Toronto a publié jeudi dernier un communiqué de presse dans lequel elle a salué le courage de la députée. Les Palestiniens de Vancouver ont également émis un mémorandum lui rendant hommage.

Le mois de mars dernier, Davies a mené une bataille politique contre un projet de loi présenté par les conservateurs, interdisant toutes les activités médiatiques visant à dénoncer le régime d'apartheid israélien.

Davies qui dirige le bloc du parti nationale démocratique est parvenu à le faire avorter au motif qu'il porte atteinte aux droits des Canadiens à la libre expression.

21/06/2010

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=143164&language=fr>

2-3 Blocus de Gaza: Un Bateau israélien bloqué dans le port d'Oakland en Californie.

Pour la première fois depuis la chute du régime d'Apartheid, en Afrique du Sud, un groupe de syndicalistes américains, assistés par des centaines d'activistes et des sympathisants de la communauté palestinienne et arabe, ont empêché le déchargement d'un bateau israélien, de la compagnie Zim, qui venait d'accoster au port d'Oakland, en Californie.

Ces manifestants ont ainsi protesté contre l'arraisonnement de la Flottille de Gaza et les événements qui ont suivi.

L'un des organisateurs a déclaré que ce blocage durerait 24 H en protestation aux actes de piraterie israéliens et en haute mer, aux assassinats de civils palestiniens, à la colonisation et au mur de l'apartheid.

Il rappelle que c'est grâce à des actions de cette sorte, qui ont débuté en 1984, que le régime d'apartheid a pu être vaincu en Afrique du Sud.

Un autre protestataire a expliqué: "Notre position est claire, "Israël" interdit les bateaux de se diriger vers la Bande de Gaza, et par conséquent, ses bateaux n'ont pas le droit d'arriver à aucun lieu dans le monde".

"Il n'est pas acceptable qu'"Israël" attaque froidement les civils dans les eaux internationales, assiège encore la Bande de Gaza, poursuit la construction du mur d'apartheid en Cisjordanie occupée et nomme des responsables racistes tel que Avigdor Lieberman comme ministre des affaires étrangères", s'est indigné l'un des organisateurs, qui a appelé à la poursuite du boycott des produits et marchandises israéliens aux Etats-Unis".

22/06

<http://www.almanar.com.lb>

2-4 Parallèlement au bateau libanais, un bateau européen de femmes pour Gaza.

En parallèle au bateau de femmes libanaises et arabes qui se prépare à prendre la mer, à partir du Liban vers Gaza, la Campagne européenne pour lever le blocus contre la bande de Gaza a annoncé de son siège à Bruxelles qu'elle allait également organiser un bateau totalement féminin, en collaboration avec l'organisation « Femmes pour Gaza ».

« Il a été convenu de préparer un bateau qui transportera exclusivement des femmes, des Européennes dans leur majeure partie, et ce pour briser le blocus imposé pour la quatrième année consécutive contre la Bande de Gaza », a précisé un porte-parole de cette Campagne, laquelle fait partie de l'Alliance de la Flottille de la liberté, indiquant que le voyage sera entamé dans les semaines à venir.

Pour sa part, l'organisme féminin de l'alliance a lancé « un appel à toutes les femmes du monde qui refusent l'injustice et le despotisme, et veulent garder leurs empreintes sur les pages de l'histoire » pour rejoindre le bateau et le soutenir de toutes leurs forces. « Nous le déclarons haut et fort que nous sommes avec les femmes de Gaza, avec les veuves et les sinistrées, avec nos sœurs captives, avec toutes celles qui subissent l'oppression à chaque instant, et subissent les sévices sans cesse », déclare cette organisme dans un communiqué.

Et de conclure : « Nous allons venir vers vous, femmes de Gaza, en bateau, pour saluer votre patience et votre persévérance. Nous sommes des femmes comme vous et savons que veut dire le fait d'être une mère d'enfants affamés et sans vivres, et les épouses d'hommes malades sans l'espoir d'être guéri, et les filles de pères au chômage, dans une région enfermée ».

Mis à part les bateaux de femmes, un deuxième bateau libanais baptisé du nom du célèbre caricaturiste palestinien, Naji Al-Ali, et transportant des journalistes et des hommes de médias devrait également prendre la mer pour Gaza.

23/06/2010

<http://www.almanar.com.lb>

2-5 L'espionnage israélien s'étend à l'ensemble du Moyen-Orient.

Yitzhak Ben Yisrael, président de l'agence spatiale israélienne, a prétendu que "l'Iran ne peut plus transporter des produits prohibés sans que ceux-ci ne soient interceptés par Israël".

Le journal israélien, Yediot Aharonot, a rapporté, par la voix d'experts israéliens, que "le satellite espion Ofek 9, lancé mardi (22 juin) par Israël, sera capable dans les prochains jours de transmettre des quatre coins du monde, et qu'il est doté de très grandes capacités, outre qu'il permet la diffusion d'informations secrètes relatives à ses activités d'espionnage".

Selon Yitzhak Ben Yisrael, "Ofek 9 porte le nombre de satellites à 10, chacun fait un tour autour de la terre pendant une heure et demie, puis c'est le satellite suivant qui prend le relais. Il n'y a ainsi aucun endroit au Moyen-Orient qui ne peut-être filmé en permanence".

Il a par ailleurs laissé entendre "qu'aucun pays ne peut effectuer des opérations secrètes au Moyen-Orient, et que l'Iran ne peut plus transporter des matériaux proscrits sans qu'il ne soit contrôlé".

Selon ses dires, "Ofek 9 est essentiellement installé au-dessus du Moyen-Orient et de l'hémisphère sud".

"Les données officielles évoquent la possibilité pour Ofek 9 de filmer des corps de 70 cm de long, mais sur le terrain, les capacités d'Ofek 9 sont nettement supérieures, allant même jusqu'à repérer des objets portés par des personnes".

Ofek 9 lancé mardi depuis la base de Palmachim", dans le sud d'Israël, est équipé d'une caméra radar, capable de filmer derrière les nuages et les réseaux.

Yitzhak Ben Yisrael a annoncé l'intention d'Israël de lancer l'année prochaine un autre satellite, à même de fournir des réponses sur le réacteur nucléaire iranien de Bouchehr, à travers une caméra ultra développée. Sept pays autonomes sont présents dans l'espace, Israël occupe la deuxième place après les Etats-Unis, a-t-il encore indiqué.

alquds.com

24/06/2010

<http://www.gnet.tn/revue-de-presse-internationale/lespionnage-israelien-setend-a-l-ensemble-du-moyen-orient/id-menu-957.html>

3 Dossier

Ndlr :La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

3-1 Tariq Ramadan: « Déconstruire le discours religieux et répondre par un discours politique ».

Lors de la conférence au Salon international du livre à Genève, Tariq Ramadan a abordé quelques enjeux du conflit israélo-palestinien : le rôle des Etats-Unis, la question religieuse, les divisions palestiniennes, la résistance et la solidarité...

Il y a quelques semaines, nous avons pu observer des tensions entre l'administration Obama et Benjamin Netanyahu sur les nouvelles colonisations à Jérusalem.

Est-ce un signe d'un divorce entre Tel Aviv et Washington ?

Toute la question portait sur les colonies de peuplement qui aujourd'hui sont une réalité à Jérusalem et qui continuent. Toute personne sait que les différents gouvernements israéliens ont joué, résolution après résolution, veto après veto (essentiellement américains), sur le temps qui passe, pour une politique du fait accompli : gagner du temps en parlant de paix, gagner du temps en parlant de dialogue et... sur le terrain, on voit que la solution de deux États est mise à mal par la stratégie israélienne, et c'est vrai aussi à Jérusalem.

Obama (malgré son discours du Caire) est allé devant un lobby israélien, l'AIPAC, à Washington, pour leur dire que Jérusalem était la capitale éternelle de l'Etat d'Israël. C'était donc une position qui était une carte blanche pour le gouvernement israélien.

Et Netanyahu devant le même AIPAC a dit « nous ne sommes pas en train de coloniser Jérusalem, c'est une terre qui nous appartient depuis 3000 ans ». Ce premier ministre justifie une action de colonisation par un argument strictement religieux. On nous présente un Etat démocratique et laïque, mais il prend comme argumentaire de sa colonisation un justificatif strictement religieux.

Cette polémique autour de la mosquée al-Aqsa voudrait pourtant nous faire croire qu'il s'agit vraiment d'un conflit entre juifs et musulmans...

On aurait dû entendre tous les Etats européens, tout comme l'administration américaine dénoncer ce discours scandaleux. Ils auraient dû rejeter ce discours religieux qui provient des plus extrémistes de l'échiquier israélien. Et rien n'a été dit ! On a simplement reconnu que le gouvernement de Netanyahu est soutenu par des extrémistes et que lui ne plie pas devant l'administration américaine... Mais derrière ceci et avant tout, ce que nous avons est un justificatif de la politique israélienne par des questions religieuses.

Raison pour laquelle il faut faire deux choses : déconstruire le discours religieux et répondre par un discours politique.

Il ne faut pas rentrer dans le jeu de l'acceptation au nom du discours religieux, mais en venir à une vraie question politique ; ne pas laisser un Premier ministre jouer, quand il veut sur le religieux, et quand il veut sur le politique.

Sur le politique, il dit c'est le terrorisme palestinien donc « je suis un politicien qui résiste à cela » ; et quand il n'a pas d'arguments, il passe de l'autre côté pour donner un discours essentialiste, religieux et alors nous ne savons plus sur quel pied danser parce que selon l'argumentaire, on passe de l'un à l'autre.

Déconstruire le religieux et se placer dans le politique.

Aujourd'hui, il faut mettre en évidence que Jérusalem n'appartient pas au peuple juif. Jérusalem doit être une capitale internationale qui appartient également à tous les citoyens du monde (juifs, chrétiens, musulmans et même aux humanistes, aux agnostiques, aux athées).

Souvent on entend des personnes de confession musulmane qui n'arrivent pas à traduire ce discours universaliste. Il n'a jamais été question de mettre les juifs à la mer en tant que juif ! Il est question de faire sortir les colons de la colonisation qu'ils sont en train de mener.

Il faut dire ceci : « Nous ne sommes absolument pas d'accord avec ce prétexte religieux » et mettre en évidence ce qui est en train de se passer et non cette rhétorique de « la terre nous appartient, nous la rachetons, nous y revenons », alors qu'il est prouvé que les Palestiniens arabes, chrétiens, juifs et musulmans, et même ceux qui n'ont pas de religion, qui sont maintenant en Israël, étaient déjà en Israël avant la création de l'Etat. Ce ne sont pas des gens qui ont colonisé une terre qui ne leur appartenait pas. Beaucoup sont issus de conversion dans un sens ou dans l'autre. Et c'est cela qu'il faut relever : tout ce mythe qui est lié à ces 3000 ans est un discours qu'il faut aussi déconstruire.

Cette stratégie est-elle utilisée aussi pour Gaza ?

Ce qui est fait à Gaza, c'est exactement le même procédé médiatique : la politique du fait accompli silencieuse avec le mensonge entretenu. Mais Gaza n'a jamais été libérée. Cette espèce de mise en scène qui consistait à dire « nous nous retirons mais nous gardons les clés de toute la prison », c'est un mensonge fondamental.

Shimon Perez, prix Nobel de la paix, soutient tout ce qui s'est passé. Cet homme a soutenu l'intervention israélienne à Gaza, en janvier de l'année dernière. Il l'a soutenue et justifiée en disant « nous sommes les victimes ». C'est un discours politique victimaire inacceptable. C'est une honte de laisser encore une crédibilité à un président qui soutient le fait d'aller massacrer des civils à Gaza, tirer sur des bâtiments civils, sur des écoles, sur des hôpitaux. Le rapport Goldstone, était clair. Par exemple : des militaires israéliens ont avoué : « nous avons reçu l'ordre de tirer, lorsque nous rentrions dans une maison, de tirer dans la première chambre, la deuxième, jusqu'à ce qu'on trouve des gens dans la 3e chambre, si on les trouvait on tirait encore ». Ce sont des choses qui sont avérées, on n'a pas inventé ça. C'était pas une guerre, l'intervention à Gaza, c'était un massacre caractérisé d'une population qui n'avait pas les moyens de se défendre. Ce n'est pas une armée contre une armée. C'est une armée avec des moyens hypersophistiqués contre des gens qui n'avaient pas les moyens de se défendre !

On entend souvent dire pourtant que les Palestiniens sont armés, qu'ils envoient des roquettes depuis la bande de Gaza.

Quand on comprend cette stratégie israélienne du fait accompli avec ce qui s'est passé à Gaza, sur l'enfermement et de ce qui a été effectivement un massacre, eh bien il faut dire en premier lieu que la résistance est légitime. Cette résistance est la dignité d'un peuple et nous devons être du côté des résistants. MAIS être du côté des résistants, ce n'est pas épouser toute les positions des uns et des autres : on peut ne pas être d'accord avec l'opinion politique, on peut ne pas être d'accord avec les moyens. Je suis contre le fait de tuer des innocents. Mais sur quoi on est d'accord, c'est qu'on ne peut pas laisser faire.

De plus, les arguments de l'opresseur sont nuls et non avendus. Il faut comprendre que la plus grande force de l'opresseur, c'est de nous diviser sur les détails, et que nous ne sommes pas capables de devenir uni sur l'essentiel. Et uni sur l'essentiel, c'est le droit des Palestiniens à un Etat, l'arrêt de la colonisation lente.

L'Europe aide les Palestiniens en envoyant des convois humanitaires. Cela prouve-t-il que l'Union européenne souhaite aider Gaza ?

Il y a une répartition des rôles entre les Américains et les Européens. Pendant que les Américains bloquent le processus

politique, les Européens le transforment en processus humanitaire. L'UE donne énormément aux Palestiniens, mais sur quel plan ? Sur le plan humanitaire. Pas de positionnement politique ; pas de politique étrangère européenne, pas d'alternatives. En fait, les seuls qui ont droit au chapitre sur le plan politique avec Israël et avec les Palestiniens, ce sont les USA. L'Europe s'aligne politiquement et ouvre une fenêtre humanitaire.

La question palestinienne n'est pas humanitaire, on ne la traite pas comme si il s'agissait d'un affreux tremblement de terre, c'est une question politique. Bien sûr qu'il faut l'humanitaire mais il ne faut pas transformer la question politique en humanitaire. Il faut que l'humanitaire soit le complément d'un dispositif politique. Mais ne pas avoir de dispositif politique et ne faire que de l'humanitaire, c'est absolument un scandale.

Si on prend l'exemple d'Haïti, on entend dire que cette question est uniquement humanitaire. Mais c'est un peuple qu'on a affamé, c'est un peuple qui a été exploité, ce n'est pas uniquement humanitaire. Pourquoi le même tremblement avec la même magnitude au Japon fait quelques morts et en fait plus de 300.000 en Haïti ?

Il ne faut pas qu'on fasse de l'humanitaire un alibi. Ni en Haïti, ni au Tibet, ni en Palestine. Il faut que notre humanitaire soit conscient des vrais questionnements politiques qui sont les nôtres. Ça veut dire avoir une conscience citoyenne, une conscience européenne, être engagé.

Il y a de nombreux groupes qui défendent la cause palestinienne : des associations laïques, d'autres religieuses, musulmanes, ou même juives, des partis politiques. Mais souvent ils mènent des actions chacun de leur côté. Vous, vous dites qu'il faut s'unir pour défendre le droit des Palestiniens.

Les témoignages comme celui de Jean Charles Rielle (parlementaire suisse) et de tous ceux qui sont partis avec lui en Palestine doivent réveiller un dispositif qui soit une alliance beaucoup plus large que simplement une question religieuse, nationale ou même politique. La position du Parti socialiste suisse est beaucoup plus courageuse de ce qu'on a pu voir du PS français. Le PS français sur la question palestinienne, ce sont des lâches, des menteurs, des pro-sionistes. Alors qu'en Suisse même la ministre aujourd'hui en exercice qui a tenu en Europe le discours le plus courageux qui soit sur la question. Quand il y a des discours courageux, il faut les mettre en avant. Notre responsabilité, c'est de travailler ensemble, de ne pas se laisser diviser parce que sinon, c'est le début de la fin pour les Palestiniens.

Mais parmi les Palestiniens et l'autorité palestinienne, il y a des divisions, des conflits...

Concernant le Hamas, je vais vous étonner, je suis de ceux qui sont très critiques. J'étais contre leur présentation à ces élections. C'était une autorité sans pouvoir et un pouvoir sans autorité. C'était un piège parce que Israël et même les Etats-Unis savaient qu'ils avaient sur le terrain une représentation et qu'ils seraient élus car le Hamas faisait du travail social, parce qu'il n'y avait pas de corruption.

Mais cela a servi à diviser politiquement les autorités politiques. Il n'y aura pas d'avenir, si les Palestiniens ne se mettent pas d'accord.

Quand je suis allé aux Etats-Unis, j'ai répété : « vous ne pouvez pas continuer à parler avec les deux Palestine et nier ceux qui ont été élus par les « mauvais Palestiniens ». Avec une telle attitude, vous mettez un terme à tout processus de paix avant même de l'avoir commencé ! Vous avez décidé qui étaient les « bons » et la population Palestinienne a des problèmes avec ceux que vous dites « bons » parce que pour les Palestiniens, ce sont des corrompus. Pour eux, ils n'ont pas fait leur travail, ils ne sont pas légitimes ». Certains des conseillers d'Arafat, ou d'autres, sont des gens qui ont pris de l'argent et qui se sont construit des villas, tout le monde le savait.

Alors encore une fois il ne s'agit pas de nier, mais de mettre tout le monde autour d'une table et d'accepter de discuter avec tout le monde. Il y a eu des tentatives. Il y a un an, on était très près d'un accord entre les deux autorités. Et que s'est-il passé ? Cela a été torpillé. Pourquoi ? Parce qu'on ne discute pas. Il y a une vraie responsabilité palestinienne.

Mais, il faut comprendre qu'on est en train de diviser pour mieux régner et que c'est un jeu utilisé, et par les USA, et par les Européens. Toutes les tentatives ont été mises à mal par ce jeu. Donc c'est extrêmement difficile.

Alors on fait quoi ? On rencontre qui ?

On rencontre ceux qui ont été choisis à Washington ou à Bruxelles. On est dans un cercle vicieux qu'il faut briser. En disant deux choses : la résistance palestinienne doit s'unir, ne pas laisser les autorités politiques se diviser.

Mais ce qu'on voit aujourd'hui, c'est qu'Obama et Bruxelles ont une position de principe par rapport aux élus qui rend impossible l'unification de l'autorité. Et même s'il y avait un effort palestinien, je ne crois pas aujourd'hui qu'il serait soutenu, ni par les autorités européenne et étasunienne, ni même par beaucoup d'Etats arabes.

Les Etats arabes ? Pourtant, on entend souvent qu'Israël est un petit pays entouré de nombreux ennemis arabes.

En même temps qu'on dit tout cela sur les Etats-Unis, sur l'Europe, il faut dire et répéter que les plus grands traîtres à la cause palestinienne, ce sont les Etats arabes corrompus, ces dictateurs qui ont lâché les Palestiniens, au premier rang desquels l'Egypte qui a eu un rôle absolument horrible, innommable, en allant jusqu'à construire ce mur entre Gaza et l'Egypte et d'y trouver des légitimités, religieuses même.

La division palestinienne est instrumentalisée par beaucoup d'arabes pour rester passif et enfermer le peuple palestinien, ça va jusqu'à cette perversité là.

Si l'Union européenne ne fait rien, si les Etats-Unis protègent Israël, si l'Autorité palestinienne est divisée, que pouvons-nous faire à notre niveau ?

Une première chose : l'information, comme le fait Michel Collon. Faire vraiment un travail de décryptage, de déconstruction, c'est important. Sans ces informations très détaillées, on ne peut pas nourrir une conscience résistante. Les grands discours sur l'opresseur israélien, c'est bien mais qu'est ce qu'on en fait ? Je pense que la conscientisation passe par l'information. Ensuite, un mouvement global de résistance non violente. La résistance des Palestiniens c'est à eux de décider comment elle sera. Alors nous, ce qu'on fait : le BDS, le Boycott, le désinvestissement et les sanctions. Chacun d'entre nous doit savoir ce qu'on met dans notre assiette. Vous mangez peut-être quotidiennement des produits qui sont produits par des colons, par des gens qui oppriment. A un moment, il faut savoir ce qu'on met sur soi, où et quoi on va manger.

Ce sont les petits détails qui font les grandes consciences.

Des Palestiniens pratiquent aussi une résistance non violente, quels en sont les résultats ?

Cette initiative non-violente de la part du président palestinien actuel, qu'est-ce qu'on peut en dire ?

C'est extraordinaire en soi ! Mais il faut faire attention. Les Palestiniens ont réussi à montrer qu'ils étaient depuis très longtemps dans la résistance non violente, alors maintenant un président qui essaie de retrouver une légitimité internationale par un mot d'ordre, la non violence, c'est très beau ! Mais si on laisse les non violents se faire massacrer, à un moment donné il est normal de dire « mais vous vous moquez de nous ».

Moi, je serais pour que ces initiatives se perdurent, qu'on les soutienne, mais quand ils se sont mis autour de leurs maisons pour les protéger, les tanks israéliens ont avancé et tué des civils.

La non violence prônée dans les médias est le discours dominant. D'accord allez chanter « Peace and love » ! Mais il n'y aura pas de résistance non violente palestinienne s'il n'y a pas de conscience internationale qui la porte, si il n'y a pas le travail d'info, notre engagement.

La non violence, dans les médias, c'est le slogan des hypocrites. N'oubliez jamais ce qu'il s'est passé à Srebrenica, en Bosnie, on leur avait dit « donnez vos armes, rendez tout ». Ils ont tout rendu et... 7000 personnes ont été exterminées. Alors si cela peut se faire à Srebrenica, avec 60 ans de démission de la communauté internationale en Palestine, je suis sûr que ça peut se passer encore et pire même... Donc, je n'irai pas proposer aux Palestiniens de rendre les armes quand on voit le degré d'hypocrisie au niveau international sur cette question.

TARIQ RAMADAN

26/06/10

*Transcription: Hugues pour Investig' Action

<http://www.michelcollon.info/index.php?view=article&catid=6&id=2826&option=com>

3-2 Myriam Abraham : L'Armée Israélienne a Conçu Une «Nouvelle Doctrine» De Guerre pour Gaza: Nettoyage Ethnique.

Selon un article publié en « exclusivité » sur le quotidien d'extrême droite israélien en ligne, Jpost, l'armée israélienne aurait « tiré les leçons de l'Opération Plomb Durci et du Rapport Goldstone » et prévoit dans sa prochaine attaque de Gaza le nettoyage ethnique de villages entiers et de camps de réfugiés.

L'armée israélienne ne manque décidément pas d'idées lorsqu'il s'agit de commettre des crimes de guerre et crimes contre l'humanité à Gaza.

Selon le Jpost qui se targue d'une exclusivité médiatique, l'armée israélienne a conçu de nouveaux plans pour évacuer des villages entiers et des camps de réfugiés de la Bande de Gaza situés en « zones de conflit ».

Etant donné l'étroitesse de la Bande de Gaza cela implique automatiquement de prévoir le nettoyage ethnique de pratiquement toute la Bande. Bien entendu le Jpost se garde bien de parler de nettoyage ethnique.

Lors de l'Opération Plomb Durci fin 2008/début 2009, l'armée israélienne avait largué des millions de prospectus sur un certain nombre de zones de la Bande de Gaza qu'elle avait prévue d'envahir et passé plus de 250 000 appels téléphoniques sur des lignes fixes et de portables pour demander aux Palestiniens de quitter ces zones.

Pour aller où ?

L'Egypte avait d'ailleurs aussitôt fermé hermétiquement sa frontière avec Gaza craignant un afflux massif de réfugiés palestiniens.

Cette doctrine pour appuyer toute opération terrestre de l'armée israélienne explique comment ses forces terrestres doivent agir quand elles combattent dans des zones peuplées de civils. A l'origine de cette nouvelle doctrine :

Le Concepts and Doctrine Section du Commandement des forces terrestres de l'armée israélienne, et elle a été approuvée par le Maj Gl Sami Turgeman en charge du commandement central ouest des forces terrestres en début de mois.

C'est donc ce Maj Gl Turgeman qui sera responsable en cas d'attaque du nettoyage ethnique de certaines zones peuplées de civils palestiniens de la Bande de Gaza.

Selon la nouvelle doctrine régissant les opérations des forces armées terrestres israéliennes dans la Bande de Gaza, avant une invasion du camp de réfugiés de Jabalya lors d'une opération de grande envergure, par exemple, l'armée israélienne préviendra les habitants avant et leur donnera un certain temps pour partir.

Le Jpost précise d'ailleurs - « une nouveauté » - que l'armée entrera dans les zones à attaquer **plus lentement** pour permettre aux civils palestiniens de s'en aller.

Le Jpost oublie de mentionner par contre où ces réfugiés déjà réfugiés à Gaza depuis des décennies sont supposés s'enfuir.

En Egypte ?

Cette doctrine israélienne de nettoyage ethnique lors d'une opération militaire terrestre de grande envergure contre la Bande de Gaza n'est pas nouvelle. C'est l'option privilégiée de l'extrême droite israélienne depuis des années inclus au sein de l'armée israélienne.

Israël rêve depuis des décennies de se débarrasser à l'occasion d'une importante opération militaire terrestre des 1.5 millions de Palestiniens de Gaza majoritairement des réfugiés et de provoquer leur fuite dans le désert en Egypte.

Le président égyptien Hosni Moubarak a accusé Israël ce mercredi de vouloir transférer la responsabilité des Palestiniens de Gaza à l'Egypte.

« Israël essaie de se dérober de sa responsabilité vis-à-vis de Gaza et de la transférer à l'Egypte ».

Israël en tant que puissance occupante à la responsabilité des Palestiniens de Gaza.

Il a également dit qu'Israël travaille à perpétuer les divisions entre Palestiniens dans le but de séparer Gaza de la Cisjordanie occupée.

Myriam Abraham

3-3 Manlio Dinucci : Transfert de munitions en Israël pour une possible attaque de l'Iran.

L'Arabie Saoudite ne permettrait pas aux bombardiers israéliens de traverser leur espace aérien pour frapper les sites nucléaires iraniens : c'est ce qu'a déclaré le prince Mohammed Bin Nawaf, envoyé de Riyadh à Londres, démentant la nouvelle donnée par le Times. L'alarme est donc stoppée ? Rien n'est moins sûr. Personne à Washington n'a démenti l'information, venant du Pentagone, que une attaque israélienne contre des sites nucléaires iraniens a été « planifiée en accord avec le département d'Etat états-unien », et qu'un autre corridor aérien est prévu, surtout pour l'attaque contre Bushehr, à travers la Jordanie, l'Irak et le Koweït. Mais au-delà des mots ce sont les faits qui démontrent que les préparatifs d'une possible attaque contre l'Iran s'intensifient.

Le ministre de la Défense Ehud Barak, en visite à Washington, a obtenu d'autres grosses fournitures militaires, en particulier des bombes Jdam de la société états-unienne Boeing. Ce sont des bombes à forte potentialité qui, avec l'ajout d'une nouvelle section de queue à guidage GPS, peuvent être lancées à plus de 60 kms de l'objectif sur lequel elles se dirigent automatiquement. Récemment elles ont aussi été dotées d'un système à direction laser, qui les rend encore plus précises. Elles ont été utilisées, écrit le journal israélien Haaretz, durant la deuxième guerre du Liban, en 2006, et dans l'opération Plomb durci à Gaza en 2008.

Barak a en outre demandé à Washington d'augmenter de 50 % les « dépôts d'urgence » que l'armée états-unienne a constitués en Israël en décembre dernier, sur décision de l'administration Obama. Comme le rapporte Haaretz, ces dépôts contiennent des missiles, bombes, munitions pour l'aviation, véhicules blindés et autres armements, qui sont catalogués au moment de leur arrivée pour assurer un « accès facile et rapide du côté israélien ». A coup sûr, même si ça n'est pas dit, une partie des armements destinés aux « dépôts d'urgence » arrive de Camp Darby, la base logistique de la US Army, (en Italie, entre Pise -aéroport civil et militaire, personnel exclusivement militaire dans la tour de contrôle- et Livourne, port marchand, NdT) : depuis longtemps déjà, d'après le Global Security, la 31ème Escadre d'approvisionnement de la base est responsable aussi des dépôts situés en Israël, sorte de succursale de Camp Darby qui a approvisionné les forces israéliennes pour ses attaques contre le Liban et Gaza.

Parmi les munitions que les USA fournissent à Israël, se trouvent les « ogives lourdes pénétrantes », comme les Blu-117 d'une tonne, adaptées à l'attaque contre les bunkers iraniens. Ces armes mêmes qui depuis des mois se sont accumulées dans la base états-unienne de Diego Garcia, dans l'Océan Indien, où ont été transférés les bombardiers B-2 capables de franchir les défenses anti-aériennes. Selon Dan Plesh, directeur du Centre d'études internationales de l'Université de Londres, « les bombardiers USA sont déjà prêts à détruire 10 000 objectifs en Iran en quelques heures ». Et, derrière ses déclarations lénifiantes, l'Arabie Saoudite est en train de potentialiser ses 150 chasseurs-bombardiers F-15 fournis par Boeing, avec les technologies les plus avancées qui les rendent plus efficaces dans les attaques nocturnes et pleinement inter opérationnelles avec les forces aériennes états-uniennes.

Manlio Dinucci,

19 juin

Traduction Marie-Ange Patrizio

3-4 David Cronin : L'aide de l'Union européenne à l'armée israélienne : Avions de guerre et drones.

Un important fournisseur israélien des avions de guerre qui servent à tuer et à mutiler les civils dans la bande de Gaza s'est mis sur les rangs pour obtenir deux nouvelles subventions de recherche scientifique de l'Union européenne.

L'équipement militaire israélien est vendu "battle-tested". Une façon de dire qu'il a été testé à Gaza. (Photo Boston.com)

Les agressions d'Israël contre la bande de Gaza fin 2008, début 2009, ont donné à son armée de l'air une occasion de tester des drones (appareils télécommandés sans pilote - ndt) à la pointe de la technologie tels que le Héron. Alors que des organisations de droits de l'homme ont calculé que le Héron et d'autres drones avaient tué au moins 87 civils pendant les trois semaines de guerre, l'Union européenne, à titre provisoire, a approuvé un déblocage de fonds disponibles au profit du fabricant du Héron, Israel Aerospace Industries (IAI).

Deux projets impliquant IAI ont récemment passé avec succès les étapes d'évaluation d'un appel à propositions dans le cadre du programme pluriannuel de l'Union européenne pour la recherche, programme auquel il a été attribué 53 milliards d'euros (65,4 milliards de dollars) pour la période 2007-2013.

Le bras exécutif de l'Union, la Commission européenne, a confirmé que IAI était bien l'un des 34 « partenaires » israéliens engagés dans les 26 projets financés par l'UE pour la technologie de l'information et actuellement en phase de préparation. Parmi les autres sociétés israéliennes sur les rangs pour ce genre de financement, il y a Afcon, le fabricant des détecteurs de métaux pour les check-points militaires dans les Territoires palestiniens occupés, et notamment pour le passage d'Erez entre le sud d'Israël et le nord de la bande de Gaza. Afcon a également obtenu un contrat en 2008 pour la mise en place d'un système de sécurité pour un projet de transport urbain destiné à relier les colonies illégales israéliennes de Jérusalem-Est avec le centre ville (de Jérusalem-Ouest).

D'après Mark English, porte-parole de la Commission, les procédures relatives à ces projets ne sont pas encore closes. Mais le Globes, quotidien financier israélien, a indiqué le mois dernier que les sociétés israéliennes pouvaient gagner quelque 17 millions d'euros avec la dernière série de subventions de l'Union européenne au titre de la technologie de l'information. Selon le Globes, la somme d'argent européen qu'Israël tire du programme de recherche de l'UE depuis 2007 sera portée à 290 millions d'euros.

Le drone Héron.

Pour tuer, et sans risque.

Israël est le principal participant étranger au programme scientifique de l'UE. Les officiels à Tel Aviv pensent que les sociétés et instituts de recherche israéliens devraient récupérer 500 millions d'euros de ce programme, d'ici qu'il soit conclu. Chris Davies, député démocrate libéral britannique au Parlement européen, a exprimé sa colère à voir la façon dont le département Recherche de la Commission s'apprête à entériner de nouvelles subventions au profit des entreprises israéliennes. Une telle démarche, « les affaires, toujours », va en contradiction avec les assurances tacites des officiels qui traitent les relations plus courantes de l'Union avec Israël, dit-il.

Fin 2008, les 27 gouvernements de l'UE ont accepté une demande israélienne pour que l'Europe « rehausse » ses relations avec Israël de sorte que celui-ci puisse s'impliquer davantage dans un large éventail d'activités de l'Union. Mais les efforts visant à donner à cet accord un effet officiel ont été bloqués du fait de l'invasion de Gaza.

L'approbation pour un financement de l'UE en faveur d'Israël Aerospace Industries « doit être considéré comme totalement inacceptable, incohérent et scandaleusement naïf, » indique Davis à IPS. Et il fait valoir qu'il y a apparemment « un manque total de communication » entre les différents groupes de représentants UE sur la façon dont Israël doit être traité. « Où est la réflexion commune ? » demande-t-il.

Alors que la Commission européenne prétend que l'intégralité de sa coopération en recherche scientifique avec Israël concerne le civil, le gouvernement israélien s'est empressé de faire connaître les liens vraiment étroits existant entre le secteur technologique florissant du pays et son armée. Une brochure, Communications en Israël, publiée par le ministère de l'Industrie au début de cette année, parle de « symbiose » entre les secteurs sécurité et technologie en Israël. Plusieurs progrès technologiques - comme l'invention de dispositifs de reconnaissance vocale par ordinateur par l'armée israélienne dans les années 80 - résultent de cette « convergence », prétend la brochure.

D'autres bénéficiaires israéliens potentiels de cette nouvelle manne financière européenne ne cachent pas la façon dont ils bénéficient de cette convergence. La filiale israélienne de SAP, le concepteur de logiciels, a publié des informations expliquant comment elle avait fourni des équipements spécialisés à l'armée israélienne. Et tant Emza que LiveU, deux « start-up », sont deux exemples de ces nombreux décideurs de l'équipement de surveillance en Israël qui ont vu leur carnet de commandes se remplir depuis que le pays tente de se positionner comme le partenaire indispensable dans la « guerre contre le terrorisme » déclarée par l'ancien Président US George W. Bush.

Selon Marcel Shaton, directeur de l'ISERD (Israeli Directorate for EU Framework Programme - organisme interface pour la participation d'Israël aux Programmes-Cadres de l'Union Européenne) à Tel-Aviv, les citoyens européens ne doivent avoir aucun scrupule à financer les sociétés israéliennes d'armements. « C'est l'ensemble de la recherche qui soutient l'industrie d'armement » dit-il. « La technologie non militaire est utilisée à des fins militaires partout dans le monde ».

Mais pour Yasmin Khan, une spécialiste du commerce de l'armement, de l'organisation Lutte contre la pauvreté, l'Union européenne se fait la complice de l'occupation de la Palestine en soutenant l'industrie militaire d'Israël.

Elle fait remarquer que les drones fabriqués par IAI, et d'autres sociétés israéliennes, ont été achetés par plusieurs pays européens qui participent à la guerre américaine en Afghanistan. « L'industrie militaire est un point central de l'économie israélienne, » dit-elle. « L'équipement qu'elle produit est vendu comme "déjà testé pour la guerre" ; façon sinistre de montrer qu'il a déjà été utilisé dans les Territoires (palestiniens) occupés. »

David Cronin

David Cronin, né à Dublin en 1971, est le correspondant à Bruxelles de l'agence de presse Inter Press Service. Il a d'abord occupé cette fonction pour le quotidien irlandais The Sunday Tribune après avoir travaillé comme chargé de recherches et attaché de presse auprès du Parlement européen. Entre 2001 et 2006, il collabore à European Voice, hebdomadaire du groupe The Economist.

Le livre de David Cronin Europe's Alliance with Israel : Aiding the Occupation sera publié dans le courant de l'année par Pluto Press.

ipsnews.net

Bruxelles, 18 juin 2010.

Texte original en anglais (18.06.2010) :

<http://ipsnews.net/newsTVE.asp?idnews=51871>

Traduit de l'anglais par JPP (21.06.2010) :

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=8964

Version française publié également sur le site de [Silvia Cattori](http://www.silvia-cattori.com).

[Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca),

Le 21 juin 2010

<http://www.mondialisation.ca/index.php?context=viewArticle&code=CRO20100621&articleId=19834>

3-5 Rim al-Khatib : Le nettoyage ethnique se poursuit en Palestine occupée en 1948.

Le gouvernement israélien et le ministère de l'intérieur ont décidé de mettre en place un nouveau commando pour affronter les "minorités" qui s'emparent des "terres de l'Etat" en commençant par la région de Beer Saba', soit, en termes plus clairs, affronter les Palestiniens du Naqab, et notamment de la région de Beer Saba' (la célèbre ville

commerciale palestinienne, aux portes du désert, qui reliait la ville d'al-Khalil à celle de Gaza) en leur confisquant leurs terres et les expulsant vers les cités-dortoirs aménagés par les sionistes.

Le ministre sioniste des finances a prélevé de quoi permettre à ce commando, composé de 25 à 30 hommes, de mener des opérations de contrôle des "bâtiments non autorisés" construits dans la région. L'opération surnommée "en 30 jours" vise à démanteler tous les bâtiments jugés illégaux par l'Etat colonial.

La région du Naqab est particulièrement visée, depuis une dizaine d'années, par le plan de judaïsation de "la Galilée et du Naqab" que Pérès dirige, avant d'être nommé président.

Selon ce plan, les régions demeurées palestiniennes ne devraient plus l'être : elles doivent être colonisées, les terres palestiniennes (qui représentent seulement 3% de la superficie de la Palestine occupée en 48) doivent être confisquées et les Palestiniens dispersés dans des villages éclatés. Toute la Galilée est ainsi menacée par l'installation soit de nouvelles colonies, soit par le rattachement des villages palestiniens à des zones administratives dominées par les Israéliens.

Dans le Naqab, ce sont surtout les villages non-reconnus par l'Etat sioniste, alors qu'ils existaient avant la fondation de cet Etat, qui sont menacés de disparition et leur population dispersée vers les cités-dortoirs que les sionistes ont fondées. La quarantaine de villages non-reconnus dans le Naqab ne sont pas signalés dans les cartes coloniales, ils ne sont rattachés ni au réseau électrique, ni à celui de l'eau. Les seules écoles qui y sont construites ont été à l'initiative de la population locale. Il n'y a presque pas de route pour y aller, les chemins tracés ont été faits à l'initiative des Palestiniens qui ne veulent pas quitter leurs villages et qui y résistent.

Jeudi 24 juin, les Palestiniens du village non-reconnu de Tawil Abou Jarwal dans le Naqab ont protesté (photo ci-dessus), avec la participation du comité des villages non-reconnus, contre l'arrestation récente de 18 membres de leurs familles, qui avaient protesté contre les mesures d'expulsion, de confiscation des terres et de démolition de leurs maisons.

Le village Tawil Abou Jarwal a été dévasté une dizaine de fois, au cours des deux dernières années, par les forces de la police sioniste qui ont détruit des maisons, arraché les plantations et cassé les biens de la population. Il y a une dizaine de jours, la police était intervenue pour arrêter les 18 jeunes, accusés de "porter atteinte" aux biens de l'Etat et de menacer les fonctionnaires du KKL (l'agence de la colonisation sioniste).

25-06-2010

Rim al-Khatib

3-6 Israël relance un projet immobilier controversé à Jérusalem-Est.

Colonisation

Les autorités israéliennes ont approuvé hier un projet de construction de mille logements pour colons juifs et la destruction de vingt maisons palestiniennes dans le quartier de Silwan, à Jérusalem-Est.

En mars dernier, sous la pression de la communauté internationale, notamment de Washington, Benjamin Netanyahu avait obtenu que le maire de la ville gèle le projet de construction du « Jardin du roi », un terrain de 22 hectares dans le secteur arabe de Jérusalem.

Malgré cet engagement, le porte-parole de la municipalité, Stephan Miller, a fait savoir que la commission de planification urbaine avait donné son feu vert au réaménagement de ce quartier. Toutefois, le plan doit encore franchir plusieurs étapes juridiques avant d'entrer en application, a souligné un responsable qui a requis l'anonymat. « Les propriétaires des maisons qui seront détruites ont obtenu l'autorisation de les reconstruire de l'autre côté de la zone, donc une solution a été trouvée pour tout le monde », a-t-il assuré.

Argument irrecevable pour les responsables palestiniens, pour qui ce programme démontre la volonté de l'État hébreu de renforcer sa mainmise sur Jérusalem, dont la partie orientale a été occupée lors de la guerre des Six-Jours en 1967 puis annexée. « C'est une ville de colonisation, a dénoncé Adnane al-Husseini, « le maire bis » de Jérusalem désigné par l'Autorité palestinienne. Vous ne pouvez pas prétendre d'un côté construire des jardins et de l'autre priver des gens de leurs foyers. »

De son côté, le porte-parole israélien de la ville a insisté sur le fait que le projet avait pour objectif « d'améliorer la qualité de vie » à Silwan et qu'il prévoyait la construction d'un parc, ainsi que d'un complexe public dont pourraient jouir tout autant Juifs et Arabes. Selon l'ONG israélienne anticolonisation Ir Amim (« la Ville des peuples »), le projet s'inscrit dans un vaste plan de judaïsation de Jérusalem-Est avec la création de neuf « parcs bibliques » autour de la Vieille Ville.

Israël a proclamé Jérusalem sa « capitale éternelle et unifiée », alors que les Palestiniens veulent faire du secteur oriental de la ville, considéré par la communauté internationale comme un territoire occupé, la capitale de leur futur État.

Mardi 22 juin

<http://www.lorientlejour.com/category/Moyen+Orient+et+Monde/article/661837/Israel+relance+un+projet+immobilier+controversé+a+Jerusalem-Est.html>

3-7 Les Israéliens prennent petit à petit le contrôle d'Al Qods, les Arabes y seront de 12%.

En "Israël", gouvernement et peuple sont deux faces d'une même monnaie.

Cette fois-ci, ce sont les colons israéliens qui ont menacé d'expulser quatre familles palestiniennes par la force du quartier Selwane à l'Est d'Al Qods, sous prétexte qu'elles habitent sur une propriété juive!

D'après le quotidien israélien Haaretz, les colons comptent louer les services de compagnies de sécurité privées pour expulser les familles palestiniennes, formées de 40 membres, au cas où ces derniers refusent d'évacuer leurs maisons d'ici le 4 juillet prochain.

Le Haaretz a prétendu que l'immeuble qui abrite ces familles était un temple juif par le passé. Il se situe près d'un bâtiment construit illégalement par les colons dans le quartier Selwane à majorité arabe. Un décret israélien ordonnant son évacuation en juillet 2009 n'a pas été mis en œuvre jusqu'à aujourd'hui.

"Les colons possèdent des documents datant du 19ème siècle, sur l'appartenance de cette terre à des juifs", prétend le

quotidien.

Le quartier Selwane comprend 50.000 Palestiniens et 70 familles israéliennes. Les sionistes s'efforcent pour en chasser les Palestiniens, afin de faire de la partie Est d'Al Qods leur future capitale.

Lundi dernier déjà, la mairie israélienne à Al Qods a approuvé un plan préliminaire pour détruire 22 maisons palestiniennes dans ce même quartier pour y construire un site touristique!

Se contentant de déclarations verbales comme de coutume, le chef de l'ONU Ban Ki-moon a qualifié de négatif et contraire au droit international le projet archéologique de la mairie israélienne .

"Ban est profondément préoccupé par la décision de la mairie de Jérusalem d'autoriser un projet prévoyant la destruction de maisons et de nouvelles activités de peuplement dans le quartier de Silwan à Jérusalem-est", déclare son porte-parole, Martin Nesirky, dans un communiqué .

"Les mesures prévues sont contraires au droit international et aux vœux des résidents palestiniens", ajoute-t-il .

"Le secrétaire général rappelle au gouvernement israélien qu'il est de sa responsabilité d'éviter tout acte de provocation qui puisse faire monter la tension dans la ville. Ces mesures sont négatives, alors que l'objectif devrait être d'entretenir la confiance en vue de soutenir les négociations politiques", ajoute le communiqué.

Les Israéliens se permettent tout face à une communauté internationale entièrement impuissante, pourtant elle ne reconnaît pas l'annexion israélienne du secteur oriental de la Ville sainte occupé depuis juin 1967.

Face au mutisme international, des personnalités palestiniennes d'Al Qods ont sonné l'alarme, mettant en garde contre les projets de judaïsation de la ville sainte.

A ce sujet, le secrétaire général du comité islamo-chrétien Hassan Khatteer, a indiqué à l'Agence fars News que ces activités sionistes datant de 1967, visent à anéantir l'identité arabe en Palestine pour la remplacer par l'identité juive. 218 synagogues sont construites à Al Qods, dont 70 à l'intérieur de la ville ancienne. La décision israélienne d'expulser des députés palestiniens d'Al Qods s'inscrit dans le cadre d'une tentative désespérée pour faire passer les projets sionistes dans la ville sainte.

Pour sa part, le directeur du département de la cartographie à l'institut "Beit es Sharq" à Al Qods Khalil Tafkaji a assuré que les projets coloniaux à Al Qods, dont "Jerusalem 2010" visent à implanter de nouvelles unités résidentielles et à élargir des anciennes colonies. Des chemins ferroviaires seront également mis en place dans le but de provoquer un changement radical de la situation démographique au profit des juifs, le tout, pour faire d'Al Qods leur capitale éternelle d'ici l'an 2020".

Et d'ajouter: "Lors des négociations de 2001 à Taba en Egypte, le projet de partage d'Al Qods a été clairement évoqué, mais la situation a complètement changé. Il est impossible aujourd'hui de diviser la ville sur le plan sioniste".

Enfin, Tafkaji a assuré que les Israéliens ont tranché leur position: "La question d'Al Qods est désormais hors des négociations. Du point de vue géographique, les Israéliens ont pu prendre le contrôle de 87% de la partie Est d'Al Qods, et y installer 15 colonies abritant plus de 200.000 colons. Alors que du point de vue démographique, les autorités de l'occupation tentent de réduire le nombre des Arabes à 12% seulement."

24/06/2010

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=143613&language=fr>

3-8 De nouveau l'Arabie pressentie : une base militaire israélienne à Tabouk ?!

Depuis le durcissement des sanctions contre l'Iran au sein du Conseil de sécurité, les reportages publiés par les médias et faisant état d'une préparation israélienne de frappe aérienne contre l'Iran refont de nouveau la une. Le dernier nous est parvenu du site en ligne « Islam Times » lequel a évoqué mardi la présence d'une base militaire israélienne en Arabie Saoudite. Voire même l'arrivée d'avions militaires israéliens dans ce pays qui dément publiquement entretenir des liens avec l'entité sioniste. Alors que plusieurs parties le soupçonnent de le faire. En secret, afin de ne pas s'attirer les foudres des populations arabes ou musulmanes. Tandis que les Israéliens ne manquent pas non plus de nourrir le doute sur leur éventualité.

Selon le correspondant en Arabie de ce site, ces avions militaires israéliens ont atterri les 18 et 19 de ce mois-ci dans l'aéroport saoudien de Tabouk, avec à bord des soldats israéliens et des équipements militaires.

Auparavant, les autorités saoudiennes avaient annulé tous les vols internes et externes via l'aéroport.

Selon un des voyageurs, rapporte le correspondant du site, afin de calmer la colère des passagers, ces derniers ont été invités à descendre dans un luxueux hôtel de quatre étoiles sur les frais des autorités saoudiennes. Sans pour autant obtenir des explications sur leur annulation de la part des responsables saoudiens qui se refusaient à tout commentaire.

D'après le site, la province de Tabouk qui est l'une des meilleures d'Arabie quant à son climat et ses sources hydrauliques, est sous le commandement du prince Sultane Ben AbdelAziz. Celui-ci est connu pour ses liens étroits avec les services de renseignements israéliens. Ce que les habitants mêmes de Tabouk murmurent entre eux.

Cette information rejoint une autre, toute récente, faisant également allusion à un accord tacite israélo-saoudien. La semaine dernière, le Times londonien avait déclaré que Riad a donné son feu vert aux avions de combats israéliens de traverser son espace aérien, lorsque le moment viendra pour attaquer l'Iran. Mais un responsable saoudien ayant requis l'anonymat a catégoriquement nié cette version à l'agence de presse allemande DDP, assurant que jamais Israël n'utilisera l'espace aérien saoudien contre un pays musulman.

Le président iranien Mahmoud Ahmadinejad avait alors pressenti des tentatives sionistes de vouloir diviser les Musulmans entre eux.

Il y a deux jours, une autre information, faisant également croire à une préparation d'une frappe israélienne contre l'Iran a été véhiculée par le Foreign Office faisant état d'une intention israélienne d'utiliser l'espace aérien géorgien. Sa visée étant différente de la précédente, elle pourrait signifier de minimiser l'importance de l'annulation par Ankara de 16 accords militaires avec Tel Aviv, dont celui de permettre aux avions israéliens de

survoler son espace aérien. Suggérant que les alternatives ne manquent pas aux Israéliens. Cela fait depuis 2006, année du fiasco militaire israélien contre le Liban que cette atmosphère de menace de guerre contre l'Iran est propagée. Nourrie par des déclarations israéliennes, des reportages et des études émanant de milieux politiques, médiatiques et académiques pro sionistes.

Dans le contexte de bras de fer obstiné entre l'entité sioniste et la République islamique, l'éventualité d'une guerre imminente ne peut être exclue.

Ni celui d'une guerre psychologique.

Réenclenchée depuis le vote onusien suivi par les sanctions occidentales unilatérales, cette campagne semble se partager avec ces dernières les mêmes objectifs : affaiblir l'Iran , pour le miner de l'intérieur .

24/06/2010

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=143627&language=fr>

3-9 Plus que jamais Tel Aviv a besoin du soutien de l'Égypte.

Plus que jamais Tel Aviv a besoin du soutien de l'Égypte.

Surtout qu'elle est en perte d'amis, dont la Turquie, vu sa politique offensive à tous les niveaux, et la mauvaise posture dans laquelle elle s'est mise.

Du moment qu'elle s'est résignée à s'immiscer sournoisement et violemment dans cette région, à l'insu de la volonté de ses peuples, et au prix de leurs intérêts, exiger d'être accueilli à bras ouvert relève d'une arrogance aussi despotique que stupide.

S'étant imposé dans la région du Proche Orient, à l'insu de ses peuples, après avoir usurpé la Palestine, l'entité sioniste peine à se faire aimer.

C'est encore le cas en Égypte, premier pays arabe à avoir conclu avec lui un accord de paix depuis la fin des années 70 du siècle dernier.

Trente ans après, la normalisation qui avait été l'une des clauses essentielles de l'accord entre les deux parties semble loin d'être acquise.

Même au niveau officiel, à des niveaux politiques plus bas, les relations restent froides.

Les diplomates israéliens qui se plaignent toujours d'être très maltraités en sont normalement les principaux boucs émissaires. Ceci vient d'avoir lieu une énième fois, avec l'actuel ambassadeur israélien Yitshak Levanone en Égypte. Lequel vient de se plaindre auprès de sa hiérarchie au ministère israélien des affaires étrangères.

Dans un télégramme dont une copie est parvenue à la radio israélienne, Levanone déplore « le traitement froid qui lui est infligé de la part des hauts responsables égyptiens du ministère des affaires étrangères » et celui « pénible » de la part des Égyptiens en général.

« Les Égyptiens limitent nos démarches d'une manière inqualifiable ; il est difficile de fixer un rendez-vous avec l'un d'entre eux ; de plus, ils tentent de nous dicter avec qui on peut se rencontrer », se plaint Levanone.

Révélant que le ministère égyptien des affaires étrangères lui avait demandé de ne pas participer à une cérémonie de solidarité avec le continent africain qu'il a lui-même organisé. Et accusant les médias égyptiens de fabriquer de fausses informations sur Israël !

Selon la radio israélienne, l'expérience de Levanone est partagée par ses prédécesseurs.

Selon l'un d'entre eux, Zvi Mazel , « jamais la mission au Caire n'avait été une période de convalescence ; tout le monde le sait ». Et d'ajouter au micro de la radio que « durant les dernières années, le taux de haine à l'encontre d'Israël avait connu une hausse ». Évoquant « l'arrestation toute récente d'une cellule terroriste qui planifiait pour assassiner l'ambassadeur israélien en Égypte ».

Pour sa part, Levanone suggère à son hiérarchie de faire changer cette " démarche négative", en faisant subir à son homologue égyptien en « Israël » un traitement similaire.

Ce à quoi le ministère a répondu : « les relations entre les pays se font à travers les canaux diplomatiques reconnus et courants et non via les médias ». Ce qui laisse entendre le rejet de cette suggestion.

24/06/2010

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=143689&language=fr>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19